

une majoration de 1.2 p. 100 des effectifs. L'expansion de l'emploi en 1959 s'est traduite par une réduction du nombre de chômeurs cherchant du travail, soit de 6.6 à 5.6 p. 100 de la population active.

Les produits finaux ont continué de renchérir légèrement en 1959; l'avance a été à peu près la même qu'en 1958. Les prix à la consommation ont beaucoup moins augmenté qu'en 1958, mais ceux des biens-capitaux et des exportations ont monté davantage. Les prix à l'importation ont fléchi, par suite surtout de la prime accrue du dollar canadien.

Éléments de la dépense nationale brute.—La dépense personnelle en biens et services a augmenté de 6 p. 100 en 1959. La dépense a suivi assez étroitement l'avance du revenu personnel; le taux de l'épargne personnelle est demeuré élevé en comparaison de la plupart des années d'après-guerre. Comme la montée des prix à la consommation a été modérée, le gros de l'augmentation de la dépense a constitué un gain de la consommation réelle dont le chiffre par habitant s'est accru pour la première fois depuis 1956. L'avance de la dépense personnelle s'est bien répartie entre les trois catégories principales: augmentations de 5 p. 100 pour les non-durables, de plus de 6 p. 100 des durables et de presque 7 p. 100 des services. Bien que la majeure partie des durables ait progressé, le gros du gain a porté sur les voitures neuves et d'occasion. L'augmentation de 45 p. 100 des ventes de voitures anglaises et européennes, qui ont constitué 18 p. 100 de toutes les ventes de voitures neuves, est un fait marquant de l'année. La hausse des achats de biens durables s'est accompagnée d'une forte augmentation du crédit à la consommation en cours.

La dépense publique en biens et services s'est accrue à 6.4 milliards, soit 5 p. 100 de plus environ qu'en 1958. L'avance tient entièrement aux secteurs provincial et municipal et dépend du relèvement des traitements et salaires et de l'augmentation des investissements. La dépense fédérale a légèrement baissé par suite du fléchissement des dépenses militaires (environ 6 p. 100) qui a été en grande partie neutralisé par l'augmentation de la dépense sous d'autres chapitres.

Le stockage des entreprises a atteint 355 millions en 1959, contre un déstockage de 323 millions en 1958. Ce renversement de près de 700 millions a contribué pour beaucoup à la reprise économique et a figuré pour près du tiers de l'augmentation du produit national brut. Fabricants, grossistes et détaillants ont tous stocké en 1959 après avoir déstocké en 1958. Le stockage n'a pas marché de pair avec les expéditions des fabricants ni les ventes des grossistes, de sorte que le rapport des expéditions et des ventes aux stocks a été inférieur au chiffre de 1958.

Les dépenses en construction sont demeurées relativement stables dans leur ensemble en 1959, mais les éléments en ont beaucoup changé. Les investissements en construction non domiciliaire ont baissé de près de 8 p. 100. La baisse, centrée sur les travaux de génie civil, reflétait l'achèvement de certains grands travaux, tels que les pipelines, les installations hydroélectriques et la Voie maritime du Saint-Laurent, sans compter une baisse marquée des dépenses en construction des industries manufacturières. Les investissements en machines et équipement, d'autre part, ont augmenté de 9 p. 100. Cette avance a été soutenue par une hausse à peu près correspondante des importations et des livraisons intérieures de machines et équipement. Les investissements en constructions et équipement des entreprises, tout en n'ayant pas changé dans l'ensemble de l'année, ont mis fin à leur baisse de deux années au début de 1959 pour se mettre à augmenter et ont ainsi fourni un stimulant considérable à l'activité économique.

Des investissements dans la construction domiciliaire neuve, plus élevés que jamais en 1958, ont fléchi un peu en 1959. Les mises en chantier ont fort diminué, mais les logements achevés sont demeurés à peu près au même niveau. L'évolution de la construction domiciliaire a été fonction de l'offre limitée de fonds hypothécaires de la part des prêteurs privés dont les disponibilités étaient sollicitées par d'autres secteurs. Dans le dernier trimestre de l'année, le gouvernement fédéral a mis des fonds à la disposition des constructeurs et les investissements domiciliaires ont un peu augmenté.

Grâce à la vigueur de la reprise aux États-Unis et à l'expansion de l'activité dans d'autres pays industrialisés, les exportations de biens et services ont augmenté de 5 p. 100